

Démocratie et droits de la personne : Le travail des enfants

QUESTION

Que fait le Canada pour promouvoir la démocratie et les droits de la personne dans l'Hémisphère. Pourquoi le Canada n'adopte-t-il pas des mesures semblables à celle adoptées récemment aux États-Unis et interdisant l'importation de biens produits par un travail forcé ou par contrat non résiliable?

RÉPONSE SUGGÉRÉE

- L'exploitation des enfants à des fins économiques est une violation fondamentale des droits internationaux de la personne. Le Canada collabore avec d'autres gouvernements, avec le secteur privé et avec des institutions et des ONG internationales pour changer ces conditions.
- Le travail des enfants représente un problème complexe qui s'inscrit principalement dans l'extrême pauvreté. Les solutions faciles telles que les mesures commerciales coercitives peuvent faire davantage de mal que de bien aux gens que nous souhaitons aider.
- Voilà pourquoi le Canada aborde les questions relatives au travail des enfants par le biais d'une coopération fondée sur la réduction de la pauvreté et la satisfaction des besoins humains. Lorsque le revenu familial augmente et que la pauvreté diminue, il n'est plus nécessaire que les enfants travaillent pour produire un revenu destiné à la famille.
- Le gouvernement canadien s'est engagé à verser 25 p. 100 de son budget d'aide au développement international pour les besoins humains fondamentaux. L'ACDI a consacré 35,5 p. 100 de son budget à cette priorité en 1997.
- En avril dernier, le ministre Axworthy a annoncé la création du Fonds de lutte contre l'exploitation de la main-d'oeuvre infantile pour appuyer les initiatives du secteur privé canadien destinées à contrer, à l'échelle internationale, le problème de l'exploitation du travail des enfants.